

Paris, le 17/11/2015

Remettre la question sociale au cœur : continuer à vivre, c'est lutter

Nous n'oublions pas l'horreur des attentats et nous combattons pour que la solidarité et la liberté l'emportent sur la barbarie. C'est aussi pour cela que nous continuons à lutter contre les injustices sociales, le chômage et la précarité. Le patronat n'a de cesse de pousser son avantage plus loin. Le gouvernement s'est fait un devoir de lui donner satisfaction : baisse des cotisations patronales, réductions d'impôts, affaiblissement de la représentation des salarié-es dans les entreprises en particulier sur l'hygiène et la sécurité... Pour eux il n'y aurait pas d'alternative aux politiques de compétitivité qui loin d'agir sur le niveau de l'emploi, remplissent les caisses des actionnaires et les poches des plus riches.

Contre l'alliance des patrons et du gouvernement

Dans un avenir proche de nouvelles dispositions sont programmées : projet de loi Noe sur l'économie numérique, destruction du code du travail, salaire au mérite dans la fonction publique, application du nouveau régime des retraites complémentaires qui prépare le recul du départ de l'âge de départ pour tous et toutes, etc.

Le gouvernement laisse les mains libres aux libéraux de tous bords qui souhaitent inspirer à partir de dérogations locales les lois de demain. De telles pratiques participent au renversement de la hiérarchie des normes : faire primer l'accord obtenu par la contrainte de certains devant la loi pour toutes et tous. Nous participons avec d'autres à la dénonciation de ces projets, notamment avec l'appel CQFD (le Code Qu'il Faut Défendre) sur le code du travail *[voir encart]*.

Bâtir l'unité syndicale sur des bases fortes

Le rejet des politiques gouvernementales est fort car elles n'ont aucun effet sur le niveau global du chômage qui touche 8 millions de personnes ou sur un véritable recul des inégalités. Le résultat pratique est programmé avec, aux différentes élections, la montée de l'extrême droite et d'une droite violemment antisociale. Tout ceci menaçant encore d'être aggravé par le renforcement du racisme après les attentats.

A la veille des attentats du 13 novembre nous étions dans une situation où certains conflits avaient pris une dimension symbolique forte, appréciée au-delà des seules entreprises concernées. Ces luttes s'opposent de front aux méthodes patronales et gouvernementales. Elles sont l'expression d'une colère qui porte largement au-delà des entreprises et services concernés. Elles montrent aussi le décalage entre la combativité d'une partie des salarié-es et les orientations de certains syndicats. Les divergences de stratégie au sein du mouvement syndical ne peuvent justifier l'absence de stratégie nationale des organisations qui rejettent les politiques d'austérité.

**144 Bd de la Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**



Air France, AP-HP... avec les salarié-es qui prennent leurs affaires en main

Les salarié-es d'**Air France**, dans un contexte difficile, ne baissent pas les bras. Dans toutes les entreprises, nous connaissons ces pseudo-négociations d'accords qui ne sont que régressions sociales sous couvert de compétitivité. Cela s'appelle le dumping social. Les patrons sont à l'offensive pour faire reculer les droits sur le temps et l'organisation du travail et les salaires (ou leur blocage plus exactement). Les profits restent très élevés, les cadres dirigeants très bien payés.

A l'**AP-HP** (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), la volonté de remettre en cause le temps de travail a trouvé des interlocuteurs complaisants représentant... 18% du personnel et prêts à avancer au mépris même des règles de négociations requises. Les dirigeants de l'AP-HP jouent ainsi les poissons pilotes et d'autres se lâchent, comme le montre la remise en cause des 35h votée unilatéralement par le Conseil général des Alpes-Maritimes sans négociation du tout. Des précédents qui menacent de servir de modèles dans de nombreux endroits.

Défendre les droits sociaux c'est participer à une société plus solidaire

Dans un contexte où de nombreuses organisations syndicales anticipent les positions sécuritaires gouvernementales en appelant à ne pas manifester, s'appuyer sur ces conflits symboliques pour reprendre l'offensive va être difficile. Il n'est pourtant pas question de laisser un état d'urgence paralyser les luttes sociales. Nous avons besoin plus que jamais de solidarité, y compris sur le terrain social.

Nous voulons continuer à travailler à cette convergence. Nous nous adressons à tous les syndicats, au niveau régional, professionnel, interprofessionnel pour soutenir ces luttes et en impulser ensemble d'autres dans les secteurs touchés les premiers ou les plus fortement par ces attaques. Localement, il est possible de gagner plus de syndicats dans cette bataille. Nous voulons aussi étendre ces luttes pour réussir à peser sur les choix politiques qui nous menacent.

L'intersyndicale nationale, qui a appelé à plusieurs journées de mobilisation, dont celle du 9 avril qui avait été la plus réussie, doit assurer un rôle moteur de cet objectif. Dans cette perspective, il s'agit de s'en donner les moyens, de cesser de tergiverser et de préparer une véritable riposte à la hauteur des attaques subies.

L'Union syndicale Solidaires, ne lâchera aucun terrain de luttes, ni celui des libertés et de la solidarité, ni la défense de l'emploi, des conditions de travail et des salaires contre les chantages patronaux. C'est le sens de notre appel aux autres syndicats.

144 Bd de la Villette 75 019 Paris	Téléphone : 01 58 39 30 20 Télécopie : 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org www.solidaires.org
---	--	--



**Appel pour un droit du travail protecteur des salarié-es
NON au rapport Combrexelle**

Les réformes du code du travail envisagées par le gouvernement sont une nouvelle attaque contre les droits des salarié-es, chèrement conquises. Elles s'inscrivent dans la ligne du rapport Combrexelle.

Un appel invitant à une vaste campagne unitaire a été lancé à l'initiative de la Fondation Copernic et de syndicalistes du ministère du travail. Il est paru le 9 novembre dernier dans l'Humanité avec 100 premières signatures de sociologues, économistes, juristes, féministes, philosophes...

Cette première série est suivie des signatures de syndicats, syndicalistes et partis politiques. Parmi ces premiers signataires côté syndicats : une dizaine de fédérations et syndicats de la Cgt, le Syndicat de la Magistrature, le Syndicat des Avocats de France... Le Bureau national Solidaires de novembre a décidé la signature de notre Union syndicale. Dans ce cadre, ont été transmises des signatures émanant du Secrétariat national ainsi que de fédérations, syndicats, Solidaires locaux et de leurs représentant-es.

Des initiatives locales sont prévues.

Le progrès social doit l'emporter au travail, pas l'exploitation féroce !

Il s'agit d'agir vite : c'est l'attaque de trop contre les salarié-es !

**144 Bd de la Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

